

Les PME tardent à se présenter sur le terrain de la responsabilité sociétale des entreprises. Un saut outre-Atlantique, dans la région de Valence, en Espagne, révèle comment les administrations publiques peuvent changer la donne.

par Anne-Marie Pichette, avec les contributions de Elsa de Gerus et Kelly Chow-Ying

Premier constat : peu importe le continent, plusieurs PME pratiquent la responsabilité sociétale des entreprises (RSE)... sans le savoir !

Activités de RSE fréquentes en PME
<ul style="list-style-type: none"> • Parrainage sportif et culturel • Soutien à des activités favorisant la santé, le bien-être et l'éducation • Emploi de personnes ayant un accès difficile au marché du travail • Innovation pour créer produits et services avec avantages sociétaux et environnementaux • Implication communautaire par la participation à des activités publiques ou des processus politiques

Il est vrai que le terrain de jeu est vaste et qu'il est possible de s'y perdre.

Relations avec les parties prenantes, contrôle de l'empreinte environnementale, gestion des relations avec les employés, contribution communautaire, tous ces aspects et de nombreux autres dessinent le tracé de la RSE.

Le gouvernement, arbitre de la responsabilité sociétale des entreprises ?

Selon l'[Observatoire des PME européennes](#), c'est l'appui insuffisant des institutions gouvernementales qui expliquerait le faible engagement des PME envers la RSE.

« *Pourtant, les administrations publiques, nationales ou locales, disposent de plusieurs moyens pour le promouvoir* » nous disent deux chercheuses de l'[Université de Jaume I](#) en Espagne, Juana Rivera-Lirio et Maria Muñoz-Torres.

Le tracé dessiné par la réglementation

Comme le soulignent les chercheuses, « *la législation peut être l'outil le plus puissant de l'engagement des PME face aux changements environnementaux* ».

Mais comment encadrer l'application d'une pratique dont l'essence même repose sur un principe d'engagement volontaire ? Contrôler directement les applications de la RSE serait contraire à son principe.

Par contre, le respect de la loi fait partie des lignes directrices de la RSE. En définissant les obligations environnementales et sociales, les lois et la

réglementation fixent les exigences minimales et précisent le tracé de la RSE.

Équiper les PME par l'information et le soutien

Ce n'est pas tout de baliser le terrain, encore faut-il communiquer les règles du jeu aux PME.

Pour ce faire, la diffusion d'information et d'outils de gestion spécifiques aux défis RSE des PME, accompagnée de formation, constitue la première

Quelques initiatives de facilitation favorisant la RSE en PME		
Information	Soutien direct	Politiques
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Diffusion des lignes directrices et des meilleures pratiques ▪ Outils de gestion et de communication de la RSE ▪ Promotion de normes volontaires 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Soutien à la recherche ▪ Appui à initiatives ciblées ▪ Initiatives communes publiques - privées 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Règles des contrats publics ▪ Politiques commerciales et industrielles ▪ Politiques fiscales

initiative à envisager. La promotion de normes à adoption volontaire s'effectue dans la foulée.

D'autres formes d'appui peuvent ensuite prendre le relais. Il peut s'agir de soutien financier direct, ou encore de coordonner des débats publics qui facilitent le dialogue avec les parties prenantes.

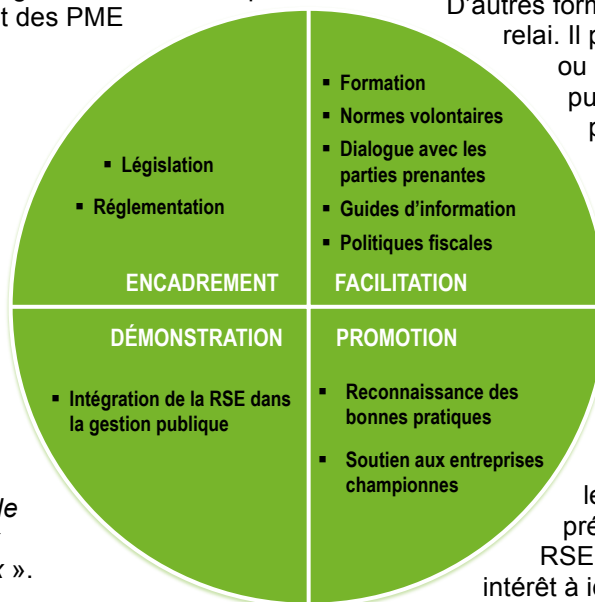
Les administrations publiques ont aussi à leur disposition la mise en place de politiques diverses, fiscales ou industrielles, formulées de façon à encourager les comportements favorables à la RSE.

La normale est de combien ?

Lignes directrices, normes, politiques, le terrain se trouve désormais bien préparé pour les championnes de la RSE. Les gouvernements ont cependant intérêt à identifier les as de la responsabilité sociétale. C'est que les modèles de réussite créent un effet d'entraînement certain, un peu comme le font les prix des [Phénix de l'environnement](#) au Québec.

Démonstration de pro

Enfin, la meilleure stratégie de soutien à la RSE n'aura aucun impact si les organisations publiques elles-mêmes n'intègrent pas ses principes dans leur gestion et leur administration.



Les moyens dont disposent les administrations publiques pour favoriser l'instauration d'activités de RSE dans les PME se regroupent en quatre (4) catégories : la réglementation, les activités de facilitation, la promotion et la démonstration par l'exemple.

À cet égard, un des plus puissants outils de changement demeure les politiques d'approvisionnement dont les critères exigent que les fournisseurs respectent les principes de la RSE.

Les PME, des joueurs particuliers

Que pensent les dirigeants de PME de ces initiatives ? Pour valider leur intérêt, les chercheuses espagnoles ont interrogé une trentaine de leurs représentants dans la région de Valence.

De façon marquée, les représentants des PME valenciennes sont d'abord intéressés à recevoir une formation à la RSE et à la durabilité.

Ils attachent aussi beaucoup d'importance à la sensibilisation des entreprises et de la société en

Avantages perçus

- Contribution à la société
- Bonnes relations avec la communauté locale
- Moyen de se distinguer des concurrents - Avantage concurrentiel
- Améliore la gestion et la cohésion des équipes
- Impact positif sur les résultats financiers (mais jugé difficile à quantifier)

général aux avantages de la RSE, question d'en faire percevoir la valeur.

L'expression de ces besoins marque clairement la différence existant entre PME et grandes entreprises.

En effet, les organisations de grande taille, souvent multinationales, ont pour la plupart déjà adopté les principes de la RSE.

Corollaire de leur taille, leur impact plus important sur la société et l'environnement rend crucial le dialogue avec les parties prenantes et intéressante la reconnaissance publique de leur performance.

Ces avantages sont perçus comme accessoires par les PME, implantées localement et abonnées des canaux informels de communication.

Tous les moyens sont bons ?

Les PME exigent donc une approche distincte de celle qui s'applique aux grandes entreprises. Cela est vrai lors

de la sélection des interventions, mais aussi au moment de choisir l'approche.

Liés par les obligations à court terme, manquant de ressources, les dirigeants de PME européennes expliquent qu'une des principales raisons expliquant l'absence d'activités RSE, c'est qu'ils n'y ont pas pensé... Pas étonnant que le manque de temps soit aussi invoqué.

Peu importe les initiatives, elles auront donc avantage à aller à l'essentiel, à mettre de l'avant des résultats concrets et à s'intégrer facilement à la gestion courante.

Et il faudra recourir à l'imagination pour y parvenir. De nombreuses entreprises, quasi 50% en Espagne, près du tiers à l'échelle européenne, ne perçoivent aucun avantage pour leurs actions sociales. C'est dire le travail de sensibilisation nécessaire !

Obstacles à la RSE en PME

- Appui concret et soutien financier insuffisants
- Pas assez de temps
- Occupé à la planification à court terme
- Peur de faire des erreurs dans l'implantation
- Peur que ce soit perçu comme une tentative de recherche de publicité

L'État, un sponsor plutôt qu'un arbitre

La [Commission européenne](#) souligne pourtant l'importance de l'adoption de la RSE par les PME pour assurer la croissance et la création d'emplois en Europe.

Pour attirer les PME sur le terrain de la RSE, les administrations publiques doivent donc lancer des opérations de « grande séduction ». Tous les moyens seront bons... si calibrés aux particularités des PME.

Pratiques clés

@vigiepme #ddpme

Les motivations des PME envers la RSE les distinguent de la grande entreprise ; le soutien gouvernemental doit en tenir compte.

Pour en savoir plus

Rivera-Lirio, Juana M. et Muñoz-Torres, Maria J. (2010) **Sustainable development in the Spanish region of Valencia and the social responsibilities of SMEs A multi-stakeholder vision on the rôle of public administrations**. *Journal of Environmental Planning and Management*, Vol. 53, No. 5, July 2010, 573–590. First published on 02 June 2010 (iFirst).

- Page de la Commission européenne sur la RSE (avec liens vers plusieurs documents) : http://ec.europa.eu/enterprise/policies/sustainable-business/corporate-social-responsibility/index_fr.htm
- Observatoire des PME européennes (en anglais seulement) : http://ec.europa.eu/enterprise/policies/sme/facts-figures-analysis/sme-observatory/index_en.htm
- Les prix Phénix de l'environnement : www.phenixdelenvironnement.qc.ca

À propos des auteurs

Anne-Marie Pichette, MBA, est coordonnatrice du projet de vulgarisation de Vigie-PME. **Elsa de Gerus** et **Kelly Chow-Ying** sont étudiantes au programme de MBA de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR).

Sous licence Creative Commons



redaction@vigiepme.org